TERRAINS D'ÉTUDE	EQUIPE	PAYS ET ORGANISME MANDATAIRE
<ul style="list-style-type: none"> • Bénin • Mali 	Céline Diogo Eunice Gomez Amagoïn Keita Aly Ouloguem	<ul style="list-style-type: none"> • APREFA (Association pour la promotion des recherches et études foncières en Afrique) • EHESS, FRANCE
RESPONSABLE(S) SCIENTIFIQUE(S)	ORGANISME(S) ASSOCIÉ(S)	CONTACT ÉQUIPE
<ul style="list-style-type: none"> • Michèle LECLERC-OLIVE 	<ul style="list-style-type: none"> • Université de Lille 1 • Université du Mali • Université du Bénin 	Michele.Leclerc-Olive@ehess.fr

INTITULÉ DE LA RECHERCHE

Les villes : laboratoires de démocraties ?

Cities: laboratories of democracy?

RÉSUMÉ DE LA RECHERCHE

Notre recherche visait à étudier les effets induits par la mise en œuvre des programmes de développement urbain sur le paysage socio-politique local. Comment les dispositifs de participation liés à ces programmes contribuent-ils à ce que certains acteurs acquièrent une nouvelle légitimité alors que d'autres se trouvent disqualifiés ? Cette question a été abordée en procédant à une analyse comparative des observations réalisées dans un quartier de Porto Novo (Zébou) et un quartier de Bamako (Samé).

Deux lignes de réflexion principales se sont dégagées de cette étude.

On constate que les problèmes à résoudre sont le plus souvent considérés comme purement techniques et traités au sein de dispositifs de participation animés par les seuls experts, tendant ainsi à disqualifier les espaces politiques qui accordent une place centrale aux pratiques délibératives. Si les quartiers sont « au bord du politique », c'est plus parce qu'on les y pousse que par indolence citoyenne.

On propose ensuite quelques réflexions pour « documenter » une inquiétude : a-t-on accordé suffisamment d'attention aux relations entre les diverses formes de pouvoirs locaux et ces nouveaux pouvoirs publics, locaux eux aussi, que la coopération internationale cherche à légitimer ? Le choix de travailler à l'échelle du quartier trouve ici sa justification principale puisque s'y rencontrent des dynamiques autochtones, des dynamiques modernisatrices nationales et des dynamiques exogènes.

Mais, surtout, il a fallu, pour pouvoir procéder à un tel comparatisme « différentiel », accorder une place importante à l'élaboration d'un cadre théorique permettant de penser l'« action politique située ». Nous proposons d'exposer, à partir de quelques repères empiriques, une partie de ces ressources conceptuelles : celles qui ont trait à l'observation des dispositifs participatifs que les agences de développement préconisent pour la mise en œuvre de leur programme.

This research project examined the effects of urban development programmes on the local socio-political landscape. How do the participatory systems introduced in the framework of these programmes help some actors acquire new legitimacy while others become disqualified? This question has been investigated by comparing observations made in a district of Porto Novo (Zébou) and a district of Bamako (Samé).

Two lines of thought have emerged from this study.

It is apparent that problems are usually perceived as being purely technical in nature and are dealt with in participatory systems led exclusively by experts. Those political spaces which assign a central role to deliberative practices thus tend to be disqualified. If some districts are on the “fringes of politics” it is because they are forced into this position not because of the indolence of their citizens.

Next, we present some thoughts which illustrate a concern: has enough attention been given to the relationships between the different types of local power and these new public authorities (local too), which development aid is attempting to legitimize? This provides the principal justification for deciding to work at district level as this is a meeting place for locally rooted dynamics, national modernizing dynamics and exogenous dynamics.

However, above all, to be able to engage in a comparison of this type it was necessary to devote a considerable amount of attention to the creation of a theoretical framework that allowed us to develop “situated political action”. Starting from some empirical reference points, we shall describe some of these conceptual resources, namely those which relate to the observation of the participative systems which development agencies recommend for the implementation of their programme.